

Tribune socialiste

| N° 305 / 8 DÉCEMBRE 1966 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Elie Kağan

Ce que nous voulons

Edouard Depreux

Décidément, — je suis bien placé pour l'attester — notre Conseil National des 10 et 11 décembre provoquera un vif intérêt et pas seulement chez les rédacteurs spécialisés de la presse de toutes opinions et des radios et télévisions, mais dans une partie importante de ce qu'on appelle le grand public. Les amateurs de sensations et les collecteurs d'échos désirent surtout connaître nos réactions à la suite des initiatives prises par d'autres, notamment en ce qui concerne les candidatures et les affrontements

auxquels elles peuvent donner lieu. Les observateurs plus pénétrants s'interrogent et nous interrogent avec raison sur les rapports entre nos conceptions sur le programme et notre tactique. Ils sentent bien qu'on ne peut les isoler.

Pourquoi, nous demande-t-on souvent, envisagez-vous de présenter des candidats dans telle ou telle circonscription? Et l'on ajoute parfois : contre tel ou tel membre d'une formation voisine? On ne peut pas plus mal poser le problème. Nos adversaires sont les membres de

l'U.N.R. et les conservateurs, avoués ou camouflés. Je suis tenté d'écrire que c'est contre eux que nous engageons la bataille, mais j'éprouve le besoin de compléter cette formule trop négative, en précisant QUE C'EST POUR FAIRE TRIOMPHER nos idées essentielles. Si nous pouvons rencontrer au premier tour des concurrents de gauche, il ne faudrait tout de même pas oublier que cela n'a pas dépendu de nous. On ne peut ignorer que nous avions préconisé, dans toutes les circonscrip-

➡➡



Les termes de l'échange

Pierre Mendès France

Les régions en question

Gilles Martinet

Pour une nouvelle stratégie

Edmond Maire

Le CNJA face à ses problèmes

Raoul Serieys

Où va l'industrie du disque

Michel Bernstein

tions, des candidatures uniques, soutenant un programme élaboré en commun et témoignant ainsi de la vocation de la Gauche à remplacer le régime actuel.

Nos partenaires ont décidé de présenter des candidats les uns partout, les autres presque partout. Certains ont, longtemps refusé la confrontation des programmes. N'est-il pas normal que, dans ces conditions, nous ayons décidé de faire connaître nos positions, dans le cadre de l'unité de la Gauche? La F.G.D.S., après de longues heures de délibérations animées, vient de décider de prendre des contacts avec le P.C. et avec nous. C'est ce que n'avons cessé de réclamer en soulignant l'urgence de telles discussions. Beaucoup de temps a malheureusement été perdu. N'en parlons plus.

Tout dépend maintenant du contenu des conversations qui vont se dérouler et, bien entendu, de leur conclusion. Quel sera leur ordre du jour? Nous attendons des précisions. Nous continuerons, et nul ne s'en étonnera, de mettre l'accent sur un programme. Nous insisterons pour qu'il ne s'agisse pas d'un mini-programme et encore moins d'un catalogue de simples revendications sans lien entre elles. Le maintien ou le retrait réciproque d'un certain nombre de candidatures dépendra des progrès qu'on aura accomplis dans ce sens. Un véritable accord sur le programme devrait normalement aboutir à l'unité de candidature.

Nous ne nous résignons pas au fait accompli de la multiplicité des candidatures et nous nous réjouissons de la voir remise en question. Mais il est bien certain qu'un tel vœu ne doit pas freiner notre action. Je souhaite que notre Conseil National prenne toutes les dispositions nécessaires au démarrage de notre campagne qui se déroulera partout, y compris là où nous n'aurons pas de candidats, mais où nous lancerons des appels, et à l'occasion des deux tours de scrutin.

Puisse-t-on comprendre en tous lieux que, même là où il ne paraît travailler que pour lui-même, le P.S.U. rend cent fois plus de services à la gauche entière, que s'il se contentait de jouer un rôle de courtier entre les autres partis et de leur offrir "ess bons offices" pour faciliter leur rencontre. Les lettres, les visites que nous recevons; les contacts multiples pris en cette période pré-électorale nous renforcent dans notre conviction: nous arracherons à l'U.N.R. un grand nombre de ses voix de 1958 et de 1962 et même de l'élection présidentielle de 1965, et nous gagnerons les suffrages de maints jeunes électeurs, et de maintes jeunes électrices, si nous savons montrer que nous n'envisageons pas une "restauration" du passé, mais l'édification d'une démocratie véritable et moderne, c'est-à-dire socialiste. Nous n'avons pas la prétention d'être la seule incarnation du courant de renouveau, mais on ne peut contester que nous contribuons à lui donner

une grande vigueur et à le faire connaître. Il s'agit de renoncer à la fois au dogmatisme et à l'opportunisme, pour mettre les énormes possibilités apportées par les découvertes scientifiques et les progrès techniques, au service des besoins profonds des hommes et non pas des besoins artificiellement créés ou grossis par la recherche du profit et par la publicité. C'est une illusion de croire qu'une victoire (nécessaire et non point suffisante) sur "le pouvoir personnel" permettrait de résoudre tous les problèmes, si le néo-capitalisme technocratique devait subsister. C'est, en même temps que les institutions, le régime économique et social et non pas seulement les aspects caricaturaux que lui donne le gaullisme, qu'il faut transformer de fond en comble. Notre programme, notre Contre-Plan qui a bénéficié d'une si large audience, ouvrent de telles perspectives. Rappellerai-je que nous les avons communiqués à toutes les formations de gauche, et pas seulement aux partis politiques, comme une des bases de la discussion souhaitée par nous, étant bien entendu que tous leurs apports seraient également versés au dossier. Cette proposition est toujours valable. Si nous faisons connaître nos positions originales, les seules victimes en seront l'U.N.R. et la réaction, tandis que la Gauche en sortira renforcée. Le P.S.U. ne se contentera pas en effet de dire avec qui il veut s'unir et contre qui, mais il précisera pourquoi faire et c'est ce qu'attend avec impatience l'opinion.

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique

Harris Puisais

Directeurs adjoints

Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef

Eric Bergaire

Maquette

Claude Picart

Administration :

54, Boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :

71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :

C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F

Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :

Roger Cerat

MORIAME - PARIS 1966

La gauche

P.S.U P.C F.G.D.S

Des délégations du P.S.U. rencontreront dans les prochains jours les représentants de la F.G.D.S. et ceux du Parti communiste. Il s'agit pour nous de savoir ce qu'il est maintenant possible de faire en matière de programme comme dans le domaine des accords électoraux.

A en juger par les réponses qui nous ont été données dans le passé, nous devrions discuter exclusivement du programme avec les communistes et essentiellement des accords électoraux avec la F.G.D.S. Les premiers ont en effet exclu la possibilité des candidatures uniques et présenté leurs hommes dans chaque circonscription; ils ont, en revanche, accepté de procéder avec nous à un examen des problèmes posés par l'élaboration d'une éventuelle plate-forme commune de la gauche (la dernière réunion de commission doit se tenir lundi prochain). Les seconds

ont jusqu'à présent refusé de débattre avec nous du programme mais ils nous ont proposé de conclure un accord électoral portant sur un ensemble de circonscriptions susceptibles d'être gagnées par la gauche.

Et cependant notre intention est de parler également "élections" avec le P.C.F. et "programme" avec la F.G.D.S. Nous nous demandons en effet si la loi des 10% ne pourrait pas conduire les communistes à reconsidérer leur attitude dans un certain nombre de circonscriptions où ils ne sont pas eux-mêmes certains d'atteindre ce pourcentage. Nous nous interrogeons d'autre part sur le sens des dernières décisions de la Fédération en ce qui concerne les bases politiques d'une entente pour le second tour. Nous lui ferons des propositions à ce sujet.

L'attention de la presse est cependant fixée sur les possibilités d'un

accord P.S.U.-F.G.D.S. pour le premier tour. Nous avons indiqué à la F.G.D.S. quelles étaient les circonscriptions où nous comptons faire porter l'essentiel de notre effort. Ce serait évidemment un grand avantage pour nous et pour toute la gauche si, dans un certain nombre de ces circonscriptions, il n'y avait pas de candidat de la Fédération. Celle-ci doit, à son tour, nous faire connaître les circonscriptions où la présence d'un candidat du P.S.U. risque, à son avis, de réduire à néant ses chances de succès. Nous verrons alors si l'accord peut ou non être conclu c'est-à-dire si les sacrifices demandés de part et d'autres sont compatibles avec notre légitime volonté d'assurer l'avenir (et donc l'implantation) de notre parti et de défendre la politique nouvelle que nous sommes malheureusement les seuls à avoir jusqu'à maintenant affirmée.

Dans cette discussion, nous agirons en tenant compte des règles démocratiques et en respectant une nécessaire discipline. Cela veut dire que les éventuelles propositions d'accord seront soumises aux instances régulières du parti et qu'aucun dépôt ou retrait de candidature ne sera réalisé sans l'approbation de ces instances.

La polémique née des récentes déclarations de Charles Hernu nous oblige à rappeler qu'il n'y a pas dans le P.S.U. en matière de candidatures, de décisions individuelles. Chaque camarade reçoit un poste de combat: il prend un certain nombre d'engagements et il ne peut y renoncer selon sa volonté ou selon son humeur.


Nous rappelons que nous sommes prêts à consentir des sacrifices, si cela peut effectivement aider à l'union et au renouvellement de la gauche. Il n'y aura de notre part aucun renoncement qui ne soit justifié par la poursuite de ces objectifs.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom
Prénom
Adresse

.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

 Lyon

Contradictions de la décentralisation

Gilles Martinet

Un débat dans l'esprit de Grenoble mais creusant de plus près les problèmes : telle était l'ambition du colloque Rhône-Alpes qui vient de se tenir à Lyon.

L'objectif a été partiellement atteint. Les rapports présentés par M^r Bernardin, Georges Videcoq, André Garnier et Bruno Vennin étaient de véritables textes collectifs établis respectivement par les comités du Rhône, de l'Isère et de la Loire. Mais les délais de préparation avaient été trop courts et la plupart des participants n'avaient pas eu la possibilité de les étudier avec soin. En revanche, le travail des commissions fut conduit avec beaucoup de sérieux et a permis d'aboutir à des conclusions intéressantes.

Il est ainsi apparu que l'option régionaliste acceptée par tous les membres du colloque pouvait comporter des nuances importantes. La délégation grenobloise se montra par exemple nettement moins optimiste que les autres délégations quant aux effets qui pourraient être attendus d'une organisation des régions. D'autres participants souhaitèrent limiter cette organisation au domaine purement économique ; d'autres encore estimaient inopportune la suppression des préfets de région. La discussion permit cependant de dégager sur de nombreux points des positions de synthèse. C'est ainsi que l'unanimité se fit autour d'un projet de deux assemblées régionales qui seraient à l'image des deux instances nationales que l'on souhaite par ailleurs établir (Assemblée nationale proprement dite et Assemblée économique ou Chambre des producteurs).

La conclusion du colloque a été tirée par Gilles Martinet. Voici l'un des passages essentiels de son intervention.

Un formidable mouvement de concentration et de centralisation intervient dans tous les pays industriels avancés, créant des distensions et des déséquilibres de plus en plus importants.

Ce mouvement se heurte à un certain nombre de résistances. Mais ces résistances ont revêtu jusqu'à présent un aspect essentiellement conservateur. On veut sauvegarder des structures communales qui souvent ne correspondent plus aux nécessités de l'époque, on s'enferme dans des cadres départementaux trop étroits, on cherche à tenir telle ou telle ville à l'écart d'une industrialisation trop rapide.

Au premier rang de ces résistances, se trouvent naturellement un certain nombre de notables traditionnels qui voient leurs positions réduites ou menacées. Mais ce serait une erreur de s'en tenir à cet aspect des choses. A côté de ces notables et encourageant plus ou moins leur action, se tiennent les bourgeoisies locales qui cherchent des remèdes immédiats ou partiels aux effets désastreux pour elles de la concentration.

L'impuissance de ces bourgeoisies locales est frappante. Leurs possibilités d'investissement sont limitées. Elles n'ont pas les moyens de s'opposer à la pénétration des entreprises parisiennes et elles ne peuvent, en aucun cas, envisager les problèmes

du développement à la dimension d'une région. Aussi se cantonnent-elles dans la défense égoïste de tel ou tel secteur, de telle ou telle industrie, de telle ou telle ville et finissent-elles par attendre le salut de l'Etat centralisateur lui-même.

Les rapports entre les bourgeoisies locales et l'Etat revêtent ainsi des formes contradictoires. D'un côté on en veut à l'Etat de favoriser le mouvement de concentration économique et financière et de l'autre côté on fait appel à lui pour obtenir de l'aide, des équipements, des subventions et des crédits.

Sur le plan politique, cette contradiction s'exprime à travers les affrontements et les complications qui opposent et rapprochent tour à tour les gaullistes et les centristes (qui ne sont d'ailleurs nullement au centre, mais tout à fait à la droite). On l'a vu l'année dernière aussi bien à l'occasion d'élections municipales qu'à l'occasion de l'élection présidentielle.

La politique du gaullisme, c'est celle de la centralisation, du renforcement des grandes sociétés parisiennes, de la réduction des pouvoirs des assemblées élues, de la gestion technocratique de l'Etat. Bien entendu, cette politique s'accompagne de quelques correctifs. Des opérations de décentralisation interviennent chaque année.

Mais en dehors du fait que la

grande majorité de ces opérations se situe dans un rayon de 200 km autour de Paris, il est évident qu'elles ne suffisent pas à contrecarrer l'évolution générale.

Le plan établi par le régime ne fait en vérité qu'aménager, régulariser, canaliser les tendances naturelles du développement d'une société capitaliste tout entière dominée par les impératifs de la concentration.

C'est là une réalité à laquelle on ne peut s'opposer qu'en échappant à la logique du système, autrement dit en se situant dans une perspective socialiste. Entre le centralisme gaulliste et la résistance impuissante des bourgeoisies locales il existe une troisième voie : celle de la démocratie socialiste. Et cette voie passe par l'organisation des régions.

Qu'on m'entende bien. Je ne crois pas qu'une victoire socialiste ferait disparaître comme par enchantement les contradictions régionales et inter-régionales. Il suffit d'étudier l'expérience des pays communistes y compris de la Yougoslavie pour s'apercevoir que la transformation des structures socialistes ne supprime pas les problèmes posés par l'inévitable concentration. Mais cette expérience nous montre aussi les immenses possibilités que des structures de type socialiste pourraient offrir pour un développement plus harmonieux de la société à la seule condition — qui n'est, il est vrai, pas encore rempli dans les pays communistes — qu'exis-

te une réelle détermination démocratique.

Le problème n'est pas de nier la nécessité de la concentration, il est de maîtriser le phénomène.

De nombreux économistes socialistes on cru qu'on y parviendrait par le moyen d'une planification centralisée. Les progrès de la prévision économique liés eux-mêmes à l'essor des mathématiques et aux merveilles de l'industrie électronique leur ont fait croire que tout pourrait être décidé rationnellement à partir d'un centre unique. C'était là une opinion erronée. Elle ne tenait pas compte des contradictions qui existent dans une société socialiste : contradictions qui naissent des différents degrés de socialisations possibles, du maintien des différenciations dans la rémunération du travail et du développement inégal des différentes régions. On peut tenter de surmonter ces différentes contradictions par la voie autoritaire et bureaucratique. Mais on ne parvient en réalité qu'à les exacerber et à les renforcer. On peut aussi les laisser s'exprimer et permettre à la contestation démocratique de dégager les solutions les plus favorables. C'est pourquoi nous croyons à la nécessité de l'autonomie syndicale en régime socialiste comme en régime capitaliste, à la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, à la discussion démocratique des objectifs du plan, et encore une fois, à l'organisation des régions.

EXTRAITS DE LA RÉOLUTION GÉNÉRALE

Les participants de la rencontre socialiste de Lyon constatent que les problèmes qui se posent actuellement à la région Rhône-Alpes, notamment dans les domaines :

- de l'équilibre général de l'emploi ;
- de la disparité des revenus entre départements et secteurs géographiques ;
- de la croissance urbaine et de l'aménagement des villes ;
- de la mutation des structures agricoles ;

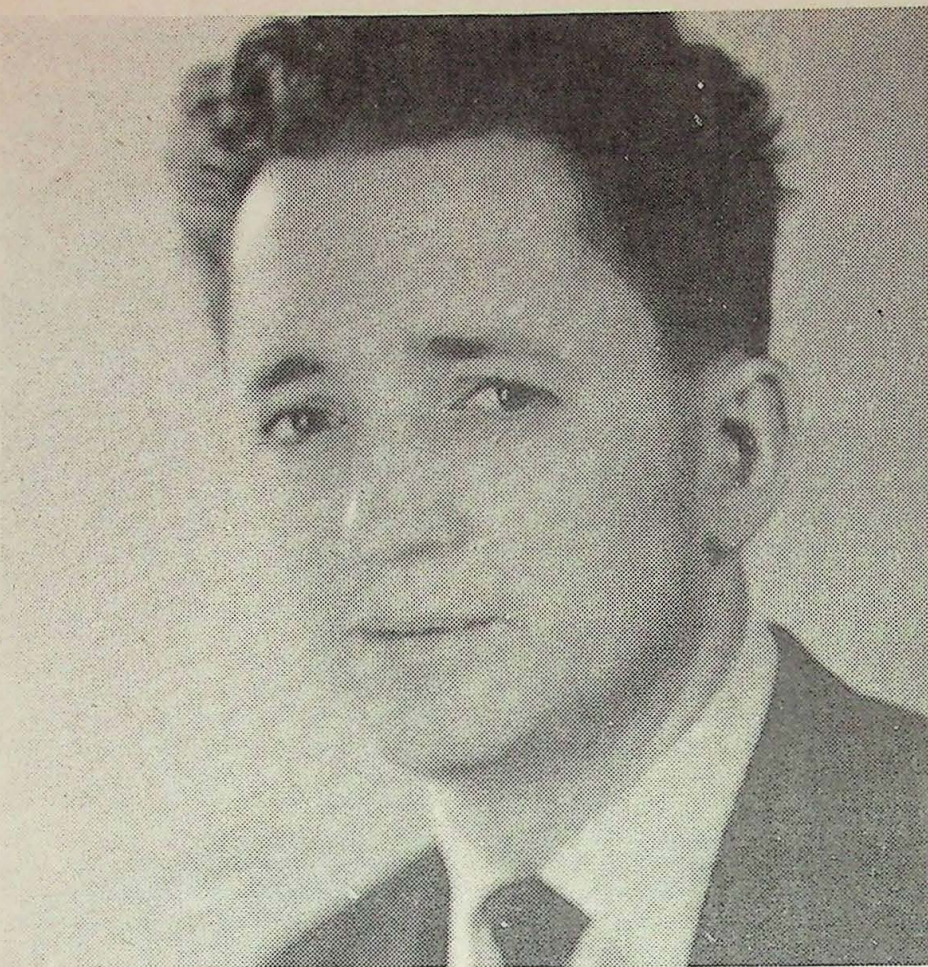
ne peuvent trouver de solutions dans le cadre des structures économiques, administratives et politiques actuelles, et que des menaces très graves pèsent sur l'avenir de certaines sous-régions.

Ils constatent l'inefficacité des mesures de régionalisation mises en œuvre par le pouvoir actuel et leur incapacité à promouvoir un développement harmonieux de l'ensemble régional.

Ils sont conscients de l'impérieuse nécessité d'un plan national, expression de la volonté d'une construction socialiste d'ensemble, mettant en œuvre les transferts sous lesquels aucune solidarité ne saurait exister.

Ils affirment que l'avenir économique et social de chaque région française, comme de la région Rhône-Alpes, est le développement d'une réelle démocratie régionale exigent :

- la mise en place d'institutions démocratiques régionales comprenant une assemblée représentative des activités économiques, sociales et culturelles et une assemblée délibérante élue assortie d'une commission exécutive permanente chargée d'appliquer ses décisions en concours avec un représentant du pouvoir central.
- la possibilité pour ces institutions d'orienter l'utilisation de la fraction du budget national destinée à la région et de disposer d'un budget régional autonome complémentaire.
- l'élaboration d'un véritable plan régional de développement articulé sur le plan national et comportant comme lui un budget pluri-annuel d'investissements.
- l'extension du secteur public industriel afin qu'il puisse jouer un rôle moteur dans l'exécution des plans.
- l'utilisation optimum des ressources financières disponibles, aussi bien dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture, que dans ceux de l'infrastructure du logement et des équipements collectifs, ce qui implique notamment la création d'un organisme de contrôle régional du crédit et d'une banque régionale publique d'investissements.



Edmond MAIRE, secrétaire général.
de la Fédération C.F.D.T. - Chimie.

Archives T.S.

C.F.D.T. Chimie

Pour une nouvelle stratégie

Edmond Maire

En France, le mouvement syndical s'interroge : les luttes revendicatives piétinent ; les actions professionnelles et interprofessionnelles, bien qu'elles soient mieux coordonnées depuis l'accord C.G.T. - C.F.D.T., demeurent limitées dans leurs objectifs ; les droits syndicaux sont contestés à tous les niveaux, dans l'entreprise comme à l'échelle nationale.

Au moment où le gouvernement et le patronat conjuguent leurs efforts pour mieux s'opposer aux revendications ouvrières, les syndicats ont conscience de la nécessité d'une action politique, mais ils en redoutent les conséquences.

Les militants syndicaux savent que les liens entre "le politique" et "l'économique" n'ont jamais été aussi forts mais beaucoup hésitent à s'engager : ils ne veulent pas compromettre leurs organisations tant que la gauche ne s'affirme pas unie et résolue autour d'une perspective politique cohérente ; ils attendent également des garanties concernant l'indépendance syndicale.

Le Congrès de la Fédération des industries chimiques C.F.D.T. qui vient de se tenir à Mulhouse n'a pas eu seulement le mérite de poser ces problèmes : le rapport moral de son secrétaire général, Edmond Maire, adopté par 86 % des mandats a également défini une stratégie syndicale dans la lutte contre le néo-capitalisme. On peut discuter la proposition qui est faite. Mais on ne peut nier qu'elle intéresse l'ensemble du mouvement syndical.

Venant d'une organisation qui ne cesse d'accroître son influence (10 % d'effectifs en plus entre 1965 et 1966, 32 % des suffrages aux élections professionnelles), cet effort d'analyse ne saurait laisser indifférent quiconque a le souci de donner un élan nouveau à l'action syndicale. — P. Beregovoy.

Nous publions, ci-après, les extraits les plus significatifs du rapport d'Edmond Maire.

Le syndicalisme français a toujours affiché des ambitions révolutionnaires. Loin de se contenter de lutter pour avoir "plus" il se donne comme objectif la libération du travailleur par la transformation de la société.

Mais dans les faits qu'en est-il réellement ? L'action syndicale a permis une amélioration certaine des conditions de vie et de travail, elle a limité le pouvoir patronal mais elle n'a pas réussi à renverser le capitalisme ni même à imposer le syndicat dans l'entreprise.

Toujours sur la brèche, dans une action marquée par des grèves nombreuses, mais de courte durée, et par le refus apparent de toute concession idéologique, les syndicats mettent en avant une foule de revendications, plus ou moins fondamentales. Certaines peuvent être satisfaites par le chef d'entreprise, d'autres par les gouvernements capitalistes, d'autres encore supposent pour aboutir l'abolition du régime présent. Mais finalement, les travailleurs font d'eux-mêmes leur choix dans cette liste de revendications et ne sont vraiment mobilisés que sur ce qu'ils savent pouvoir obtenir dans l'immédiat. Et bien évidemment, lorsque les patrons sont obligés d'accorder la quatrième semaine de congés payés, les travailleurs arrêtent la grève même si les jours précédents ils avaient voté unanimement les motions syndicales déclarant que les deux revendications de l'obtention du droit syndical et de la quatrième semaine de congés payés étaient « indissolublement » liés. Toutes les revendications de pouvoir subissent le même sort.

Le contre-plan

Il a fallu attendre ces dernières années pour voir enfin, à partir de l'esquisse ci-dessus décrite, se dessiner les contours d'une nouvelle stratégie possible dont l'idée de contrat est la pièce maîtresse et le contre-plan, l'enveloppe générale.

La stratégie du contre-plan c'est l'accord passé dans l'opposition entre la branche politique et la branche syndicale du mouvement ouvrier définissant tout l'ensemble de la politique économique que la gauche au pouvoir s'engage à mettre en œuvre au cours des cinq ans à venir et ce, d'une manière détaillée : impératifs sociaux, réformes de structures, échelonnement des mesures à prendre dans le temps. Il s'agit donc d'un choix d'objectifs prioritaires liés entre eux et économiquement cohérents. Et si la gauche politique accède au pouvoir, cette politique sera mise en œuvre à la fois par des mesures législatives dans le cadre du plan et par la lutte syndicale car il est évident que la résistance du patronat sera farouche.

Deux conditions apparaissent indissolublement liées dans la perspective d'un contre-plan : d'une part une opposition politique cohérente ayant passé un accord sur la société à construire à moyen terme dans la phase de passage du capitalisme au socialisme démocratique, d'autre part

un mouvement syndical faisant taire ses divisions et décidé à lutter pour imposer et défendre ses conquêtes.

Le contraire de la démagogie

Le contre-plan, c'est le contraire de la démagogie. Car définir une politique d'ensemble oblige à tenir compte des contraintes intérieures et internationales.

Mais tenir compte des contraintes, ce n'est pas en faire le but de la politique. Ainsi la stabilité des prix, la modernisation des entreprises ne sont pas en elles-mêmes des fins mais simplement des moyens permettant l'aboutissement plus rapide et plus harmonieux de nos objectifs fondamentaux de bien-être et de liberté.

Ajoutons que les contraintes économiques ne sont pas des données immuables. Les réformes de structure sont faites pour agir sur elles et les rendre moins contraignantes. Par exemple, le contrôle de l'investissement permettra à partir de la capacité totale d'investissement du pays à un moment donné (et qui est à ce moment une contrainte) d'effectuer une orientation des investissements vers les besoins les plus fondamentaux et non vers les besoins les plus "rentables" pour les actionnaires.

Par exemple, dans l'établissement d'un contre-plan, il faudra évidemment partir d'impératifs sociaux : augmentation prioritaire du S.M.I.G., réduction de la durée du travail, développement régional mais il faudra aussi tenir compte du fait qu'une économie doit être concurrentielle et équilibrer sa balance des comptes, développer la recherche scientifique pour sauvegarder son indépendance, éviter l'inflation, etc.

Le contre-plan ce n'est pas un accord statique où la planification démocratique se réalise tranquillement à coups de décrets dans la tranquillité qui succède à la prise du pouvoir. Car au fur et à mesure de l'exécution de ce plan il faudra lutter pour limiter de plus en plus ce qui restera de la puissance patronale, pour faire passer dans les faits, dans les contrats de branche et d'entreprise, les orientations définies par le plan qui ne pourront pas toutes être de caractère impératif ou législatif. C'est donc une politique dynamique se développant tout au long de l'appropriation du pouvoir économique par les travailleurs.

De nouveaux rapports partis-syndicats

Le contre-plan ce n'est pas la soumission du syndicat au parti, ni du parti au syndicat. C'est une collaboration entre eux, avec ses heurts et ses difficultés qui sont nécessaires en permanence pour faire prendre conscience au partenaire des tensions existantes et des problèmes restant à résoudre.

Ainsi si le syndicalisme ne s'avère pas capable de respecter les engagements qu'il a pris, c'est-à-dire d'auto-

discipliner ses revendications et son action dans le sens du plan, si donc son action crée l'inflation, alors le gouvernement pourra, par la fiscalité et le jeu des prix, rétablir l'équilibre économique.

A l'inverse, si le gouvernement ne respecte pas les engagements pris, le syndicat développera sa lutte pour rectifier les incohérences et les erreurs gouvernementales.

Le contre-plan constitue une réponse claire à la déception de la classe ouvrière à laquelle on demande de lutter pour une masse d'avantages sociaux et de réformes fondamentales en ne leur offrant comme moyens d'action, qu'un vote de temps à autre pour un homme politique très loin de leurs aspirations, ou qu'une action syndicale plus fréquente mais essentiellement axée dans les faits sur des revendications de consommation.

Redonner confiance aux travailleurs

La méthode proposée c'est la coordination dans la plus complète indépendance et dans l'égalité, de deux branches du mouvement ouvrier dans l'élaboration puis la mise en place du contre-plan. Cela suppose une opposition politique cohérente, ayant en commun une vision des buts à atteindre et les moyens d'y parvenir. Cela suppose aussi une unité d'action intersyndicale assez

solide pour résister aux tensions inévitables dans une période de transition. Cela implique, dans un premier temps, le renforcement et l'unité de la gauche non communiste sur la base d'un programme socialiste et démocratique, la mise au point confédérale puis interconfédérale d'une véritable proposition cohérente d'alternative économique qui soit l'ébauche d'un contre-plan.

Ce n'est pas parce que toutes les conditions de l'élaboration d'un contre-plan ne sont pas remplies qu'il faut rester les mains dans les poches. Au contraire, l'information que nous pourrions donner, les discussions que nous provoquerons, les plateformes syndicales que nous définirons (et qui ne pourront jamais être de véritables contre-plans en l'absence de l'interlocuteur politique, et vice-versa, d'ailleurs), toute notre action peut accélérer la création de conditions favorables à sa mise au point. Et en tout cas, toute cette réflexion nous sera d'un appui inestimable si, un jour que nous espérons proche, une solution démocratique succède au pouvoir gaulliste.

Et dans l'immédiat, cette vue dynamique de l'avenir nous permet d'établir un lien entre une action parfois anarchique et nos perspectives de planification démocratique tout en redonnant confiance et espoir aux travailleurs dans le sens de notre lutte.

et chose curieuse par la C.G.C. (dont le leader Gilbert Nasse est en opposition sur ce point comme sur d'autres avec le Président Malterre).

On voit qu'en dépit de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. les syndicats ont du mal à définir ce programme revendicatif commun qui, selon les signataires d'une déclaration récente, devait être soumis aux partis de gauche.

Mais ceux-ci — en admettant qu'ils se mettent eux-mêmes d'accord — pourraient-ils l'adopter tel quel ? Ne devraient-ils pas privilégier les revendications les plus urgentes, celles

concernant par exemple les catégories les plus défavorisées et l'extension des droits syndicaux, sous peine de déclencher un processus inflationniste ramenant rapidement la droite au pouvoir ?

Pour sa part, le récent Comité confédéral national de la C.G.T. a souhaité l'établissement d'un programme commun des forces de gauche reprenant les revendications essentielles. Nous ajouterons que pour être applicable ce programme commun devrait comporter un contre-plan élaboré conjointement par les partis et les syndicats.

□ Agriculture

Le CNJA face à ses problèmes

Raoul Serieys

Au cours de leur Congrès, les jeunes agriculteurs ont pris nettement position pour une politique agricole de progrès. Ils sont partisans d'une planification dans laquelle l'économie agricole aurait la place qui lui revient. Ils sont prêts à riposter à la concentration capitaliste par une concentration capitaliste par une concentration coopérative. Leurs prises de positions ne manqueront pas d'avoir des répercussions sur l'orientation du syndicalisme agricole. Nous avons interrogé un de leurs plus actifs militants, Raoul Serieys, actuel secrétaire général du centre national des jeunes agriculteurs. Raoul Serieys a 32 ans. Il exploite une petite ferme de 18 ha à Sainte-Gemme, dans le Tarn, tout près de la région minière de Carmaux.
— Jean-Lucien AQUIÉ.

T.S. Votre congrès, s'est tenu à Paris récemment. Vous avez été réélu secrétaire général du centre national des jeunes agriculteurs.

Face au congrès vous avez pris des positions sur six points au moins :

— L'Europe, le revenu agricole, les problèmes économiques, les rapports profession-gouvernement, la rénovation des organisations professionnelles et la conquête des moyens d'action.

Pouvez-vous préciser pour nos lecteurs, votre pensée sur chacun de ces points, et nous dire comment vous envisagez d'engager l'action.

R.S. Je crois utile avant de répondre à la question que vous me posez, de définir le sens de notre congrès car nous abordons une nouvelle période. Depuis plusieurs années notre action a été engagée de façon à faire inscrire dans les textes les objectifs que nous espérons atteindre. Nous avons eu la loi d'orientation et ce qui en découle. Notre politique jeune s'est trouvée en opposition dans la profession avec une politique conservatrice. Ce fut la période des grandes manifestations.

Nous jugeons aujourd'hui qu'il est insuffisant de définir une politique. Nous devons nous battre sur les moyens de l'appliquer et surtout sur

les moyens financiers. Il est inutile d'obtenir des textes prévoyant une amélioration des structures si le budget ne prévoit pas le financement. Le F.A.S.A.S.A. (1) ne peut pas donner son plein effet si le financement est insuffisant.

T.S. Revenons aux questions précises. Quelle est votre position sur l'Europe ?

R.S. La construction économique de l'Europe a une signification politique et nous ne sommes pas complètement d'accord avec les options actuelles. Que voyons-nous en effet ?

Les céréales sont plus favorisées que l'élevage — que devient dans cela l'exploitation à 2 U.T.H. (2). Les prix sont mal hiérarchisés. L'Europe comporte 70 % d'exploitations de moins de 20 ha et que fait-on pour ces petites exploitations ? Les problèmes ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre. L'Allemagne, la Hollande, ont une population active, relativement faible : 10 % environ. Certaines régions de France ont une forte population agricole active, l'Ariège en a 35 %. Ces pays bénéficient par ailleurs de la décentralisation industrielle ce qui n'est pas notre cas. De ces faits, il résulte que l'agriculture de ces partenaires est plus compétitive.

□ Syndicats

Grèves avant Noël

Maurice Combes

La période pré-électorale ne peut qu'inciter les syndicats à développer leur action afin de se faire entendre des forces politiques. Encore ne leur reste-t-il que peu de temps pour déclencher de nouvelles grèves et de nouvelles manifestations (les arrêts de travail qui ont eu lieu jusqu'ici n'ont touché que des secteurs limités en dépit du succès relatif de la « journée » du 23 novembre). En effet, la trêve des confiseurs et le mois de janvier, compte tenu des difficultés que connaissent alors les budgets ouvriers, sont peu favorables à l'action syndicale. Et ensuite on sera en pleine campagne électorale. Les syndicats sont donc amenés à tenter une démonstration de force avant Noël.

Aussi les Confédérations C.G.T. et C.F.D.T. proposent-elles à F.O. et à la F.E.N. l'organisation d'un « prochain mouvement de grève d'ampleur nationale ». Déjà les métallurgistes C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé une nouvelle journée d'action le 14 décembre. Le mouvement fera-t-il bouler de neige ? Il s'agirait une fois de plus de réclamer auprès du gouvernement et du patronat l'ouver-

ture de véritables négociations portant sur l'augmentation des salaires, la durée du travail, les droits syndicaux.

Des remous

Il semble cependant que seuls des éléments minoritaires de F.O. et de la F.E.N. seraient disposés à suivre l'initiative de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Celles-ci reprochant à F.O. d'avoir signé (notamment en compagnie de la C.G.C. et de la « C.F.T.C. maintenue ») un nouvel accord pour la métallurgie parisienne portant sur des minima garantis sans rapport avec les salaires réels.

Dans le secteur nationalisé, la puissante fédération C.G.T. des cheminots s'efforce d'entraîner la C.F.D.T. et Force Ouvrière dans un mouvement de grève. Par contre, à E.D.F.-G.D.F., des divergences sont apparues entre la C.G.T. et la C.F.D.T. : cette dernière soutient, contrairement à la C.G.T., que les salaires des agents des plus basses échelles doivent augmenter davantage (en pourcentage) que ceux des autres. Cette position est partagée par F.O.

Nous proposons un rattrapage des programmes communautaires prévoyant des investissements dans les régions qui ne peuvent s'auto-financer. Surtout, pas de saupoudrages ! Il faut des programmes chocs, sur certains points particuliers, qui aient un effet d'entraînement.

Mais nous avons des craintes. Les sommes prévues pour subventionner ces opérations sont limitées alors qu'elles le sont beaucoup moins pour le soutien des marchés. L'agriculture prise globalement est bénéficiaire du

les structures auxquelles vous êtes attaché.

Des organismes ont été mis en place pour les améliorer (S.A.F.E.R. (4), F.A.S.A.S.A.) et ce qui en découle I.V.D. (5), promotion sociale des agriculteurs quittant l'exploitation. Etes-vous satisfait des résultats obtenus à ce jour ?

R.S. Il y a de bonnes choses dans la loi, mais les moyens sont insuffisants. Le budget est un instrument au service d'une politique qui ne

vorisées il y a quand même de petits agriculteurs. Perdraient-ils le bénéfice de toute aide ?

R.S. D'une façon générale, ces agriculteurs souffrent moins que ceux des régions les plus défavorisées. Nous étudions ce problème qui évoque des cas particuliers. Mais revenons aux structures. C'est un problème qui nous tient à cœur. Il ne se conçoit que dans un cadre de planification générale. Les S.A.F.E.R. de qui nous attendions beaucoup voient leur action limitée, tant dans le contrôle des prix des terres, que dans la distribution. Elles arrivent à peine à contrôler 10 à 15 % des terres. Nous réclamons pour elles un droit de préemption plus efficace.

T.S. Avez-vous d'autres préoccupations sur le plan économique ?

R.S. Oui, une chose à laquelle nous tenons beaucoup. Nous sommes partisans d'une intégration coopérative. Autrefois on considérait la coopérative comme le prolongement de l'exploitation. C'est faux. Les entreprises agricoles ne sont que des ateliers. Le lieu de décision se situe à la coopérative (conditionnement, transformation, vente). Dans l'avenir, les coopératives vont conditionner l'ensemble de l'économie agricole et, par là, le revenu agricole. C'est l'exploitation qui devient le prolongement de la coopérative. Vous voyez le rôle important que celle-ci peut jouer dans les régions peu développées car elle devient le centre de décision.

T.S. M. Edgar Faure compte faire appel à la profession par la « réactivation des commissions du Plan ». N'y a-t-il pas là une tentative de main-mise sur le syndicalisme agricole ?

R.S. Je ne le pense pas car les propositions d'Edgar Faure sont limitées au Plan et au Marché commun. Voyons les faits. Il est nécessaire d'avoir des rapports avec le Gouvernement pour régler nos problèmes. Mais notre rôle se limite aux propositions syndicales. Les décisions sont le fait du gouvernement et lui seul en a la responsabilité. On nous rétorque souvent : « que la profession dise ce qu'il faut faire » ! S'agissant des commissions du Plan pour faire des propositions, nous sommes d'accord, à condition que l'on ne discute plus sur des bases globales. Il faut qu'on dise clairement qu'il y a, non une agriculture, mais, des agricultures.

T.S. Vous dénoncez publiquement « un certain conservatisme des organisations professionnelles agricoles » et vous parlez de rénovation. Comment concevez-vous celle-ci en ce qui concerne les organisations professionnelles ?

R.S. Effectivement la politique agricole a été conservatrice à l'intérieur même de la profession. Il a fallu attendre l'entrée des jeunes dans la F.N.S.E.A. pour voir une

nouvelle orientation. Aujourd'hui il est de plus en plus difficile d'isoler les problèmes économiques. Il serait regrettable que des décisions différentes soient prises aux divers échelons de la profession. Il est nécessaire de coordonner l'action des organisations purement syndicales ou revendicatives, et celle des organismes à caractère économique. En premier lieu, il faut regrouper les organisations que j'appellerai « dynamiques », c'est-à-dire syndicats et coopératives. Le C.N.J.A. (7) deviendrait, dans cet ensemble, la branche jeune de la profession. Ensuite, les organisations plus techniques auraient une autonomie juridique. Mais ils devraient respecter les principes syndicaux. Enfin, les organismes de gestion des fonds publics (Chambres d'Agriculture), ne doivent pas être considérés comme des Assemblées représentatives de la profession agricole.

T.S. Si je comprends bien, les organisations agricoles qui, à l'origine, n'étaient qu'une forme de corporatisme paysan, deviennent de plus en plus de véritables organisations syndicales de combat.

Or, il semble que l'agriculture s'oriente vers une économie contractuelle de plus en plus intégrante. L'agriculteur risque de devenir un simple exécutant, plus ou moins rémunéré et la masse des producteurs constituera un sous-prolétariat dont le travail, mal payé, permettra la réalisation de bénéfices substantiels par les importantes sociétés capitalistes intégrantes françaises ou étrangères. Vous m'avez déjà, en partie, répondu. Je voudrais aller plus loin. Contre ce risque, ne pensez-vous pas qu'il y a lieu de concevoir une certaine socialisation des problèmes agricoles qui permettrait à l'exploitant de vivre décemment avec les revenus de son travail ?

R.S. Je me défends ici de prendre une option politique. Néanmoins, je peux dire que, dans une économie ouverte, les paysans ont des problèmes de gestion, de formation, de vulgarisation, ils doivent opter pour l'intégration coopérative, supprimer les disparités, etc... Pour résoudre tout cela ils doivent prendre conscience que le secteur agricole n'est pas isolé ni à l'écart, mais qu'il est tributaire des autres secteurs. Les agriculteurs seront donc amenés à poser les problèmes sous un angle qui engage la société toute entière. L'économique et le social sont tributaires de l'action politique.

Propos recueillis par Jean-Lucien Aguié.

(1) F.A.S.A.S.A. : Fonds d'Action Sociale pour l'Aménagement des Structures Agricoles ; (2) U.T.H. : Unité Travailleur Homme ; (3) S.M.A.G. : Salaire Minimum Agricole Garanti ; (4) S.A.F.E.R. : Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ; (5) I.V.D. : Indemnité Viagère de départ ; (6) F.N.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles ; (7) C.N.J.A. : Centre National des Jeunes Agriculteurs.



Raoul SERIEYS, secrétaire du CNJA.

A.D.N.P. (Lamy)

Marché Commun, l'agriculture des régions défavorisées ou en perte de vitesse, par contre ne l'est pas.

T.S. Au cours de la campagne 65-66 le relèvement des 4,8 % du revenu agricole prévu au V^e Plan n'a pas été atteint et les organisations agricoles s'en sont émues. Edgar Faure a promis au cours de sa conférence de presse du 4 octobre de parvenir à ce relèvement.

R.S. Ceci rejoint ce que je viens de dire au sujet de l'Europe. Quand on dit 4,8 % il s'agit du revenu global de l'agriculture. Il faut tenir compte de l'état des régions. Je ne dis pas qu'il n'y aura pas quelque chose, mais la répartition m'inquiète. D'autre part, 4,8 % s'expriment par rapport à l'année précédente. S'il y a une baisse une année, le relèvement suivant, s'il se fait, absorbera la baisse précédente et l'agriculteur n'aura rien de plus. C'est donc la progression qui compte.

Il faudrait définir un revenu minimum comme on le fait pour le S.M.A.G. (3).

T.S. Abordons les problèmes économiques et sociaux. Il y a d'abord

nous satisfait pas. Certes il y a amélioration globale. Mais la répartition des moyens pourrait être bien meilleure.

Le F.A.S.A.S.A. reçoit environ 230 millions, somme faible en comparaison de ce qui est prévu pour le soutien des marchés agricoles, qui lui, bénéficie de 2 milliards.

Regardons à l'intérieur même du soutien des marchés. Il est prévu 1 milliard pour les céréales, 130 millions pour la viande. Or cette année est annoncée par le gouvernement comme étant celle de la politique de la viande demandée par la profession ! Autre chose, la débudgétisation. L'Etat ne donne plus de crédit. Le crédit agricole pourra-t-il, seul, organiser ses emprunts et faire face à la concurrence des autres banques dans la collecte de l'épargne ? Les fonds ne risquent-ils pas de se porter ailleurs que sur l'agriculture ? Nous ne sommes pas d'accord, non plus, sur la répartition des aides de l'état, de ses subventions. Elles sont également réparties sur le territoire. Cette manière d'opérer augmente la disparité entre régions et, nous sommes pour le rattrapage.

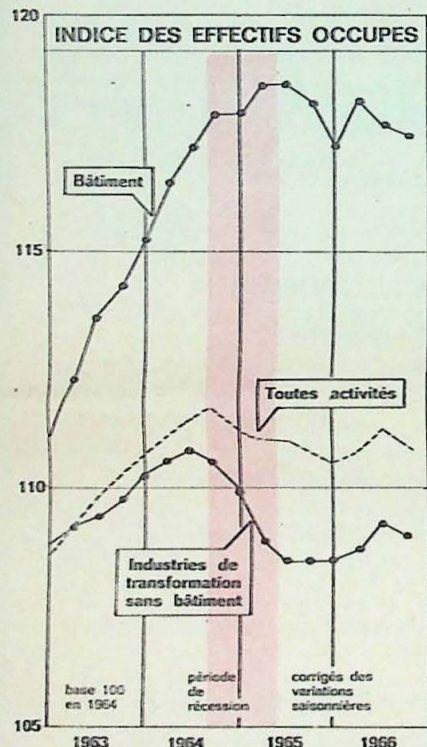
T.S. Dans les régions les plus fa-

Emploi

Les effectifs diminuent

Nous ne connaissons pas, en France, ce type de reprise économique. Sitôt passés les 6 ou 8 premiers mois de retour à l'expansion, les progrès de la production industrielle reviennent à petite vitesse. Prix et salaires "tiennent" mieux que l'on ne l'aurait cru. Le chômage recommence à s'accroître. La durée du travail plafonne de nouveau. Les effectifs au travail diminuent.

La dernière surprise, c'est cette diminution des effectifs occupés, révélée par l'enquête "emploi" des Affaires sociales pour le 1^{er} octobre que reproduit le graphique ci-dessous.



Surprise en effet : une pente un peu meilleure avait été amorcée au premier semestre. Les emplois nouveaux n'étaient sans doute pas assez nombreux pour occuper le surcroît de jeunes arrivant à l'âge du travail et les travailleurs débauchés dans les opérations de reconversion et de concentration. Mais le niveau des effectifs occupés, sans remonter à celui d'avant la récession avait tout de même recommencé de croître.

Le redressement s'interrompt au troisième trimestre. Dans l'industrie, la diminution des effectifs au travail est observée dans la plupart des branches. Elle s'accompagne le plus souvent d'une légère régression de la durée du travail.

Une conséquence à très court terme sur l'économie : la petite vitesse d'expansion de la production industrielle pourrait encore se ralentir en fin 66, début 67. La croissance du pouvoir d'achat des salariés considérés dans leur ensemble devrait en effet tomber au dessous du 1% par trimestre observé depuis le printemps 65. Les industries de consommation ne recevront pas l'impulsion escomptée. L'hiver sera morose de ce côté !

MM. Pompidou, Jeanneney et Debré vont-ils s'en alarmer ? Réponse : non. Nous restons en effet dans la ligne du V^e Plan. Celui-ci comporte un "clignotant chômage" se situant à un niveau particulièrement élevé. Il avait été prévu, pour la période 1966-1970, de ne pas exploiter pleinement le potentiel économique national (et notamment le potentiel démographique). La stabilité devait l'emporter sur le plein emploi dans les préoccupations. Pour le gouvernement actuel, il est donc très satisfaisant de voir se former lentement

— c'est-à-dire sans crise sociale aiguë — le petit volant de chômeurs prévu implicitement par le V^e Plan. Cela maintient l'économie en deçà de tout risque de dérapage des salaires et des prix.

La singulière reprise que nous connaissons ne doit donc pas nous étonner. Les choix politiques qui ont accompagné l'élaboration du Plan et les perspectives que celui-ci dégageaient (montée démographique, restructuration de l'industrie) laissaient prévoir ces "singularités" depuis deux ans déjà.

Technologie

Faut-il un nouveau Plan Marshall ?

Jacques Malterre

Un nouveau plan Marshall en 1966 ? Ceci a l'air d'une sinistre plaisanterie.

L'Europe n'est-elle pas redevenue prospère ? N'est-elle pas en pleine expansion ? N'a-t-elle pas des réserves d'or qui font pâlir d'envie des américains eux-mêmes ?

En réalité ce qu'a demandé, très officiellement M. Fanfani, dans le cadre de l'O.T.A.N., c'est l'aide des Etats-Unis pour rattraper le retard technique, de l'Europe, de même qu'en 1947, l'Europe avait demandé l'aide de l'Amérique pour relancer son économie.

La colonisation américaine

On s'aperçoit aujourd'hui que depuis 1958 l'avance des U.S.A. dans le domaine scientifique et technique s'est considérablement accrue.

Pour les industries "de demain", atomes, énergie nucléaire, électronique, calculateurs, aéronautique, télécommunications, espace, les trusts géants américains ont les moyens de dominer complètement leurs rivaux européens.

Dans beaucoup d'autres industries les méthodes de gestion et de production sont sur le point de subir une révolution que très peu de sociétés européennes pourront imiter.

Si demain, les entreprises françaises veulent rester dans la course aux progrès techniques, faudrait-il qu'elles se vendent aux monopoles américains ? Déjà quand elles veulent acheter un brevet important elles sont priées de céder une part de leur capital.

Déjà des secteurs entiers dépendent entièrement des groupes industriels des Etats-Unis.

Comment en est-on arrivé-là ?

Un formidable bond en avant

Nous commençons à nous rendre compte en Europe, que depuis 7 à 8 ans, une révolution a bouleversé l'industrie d'outre-Atlantique.

A la base, il y a eu les énormes

besoins scientifiques de l'armée et de la conquête de l'espace.

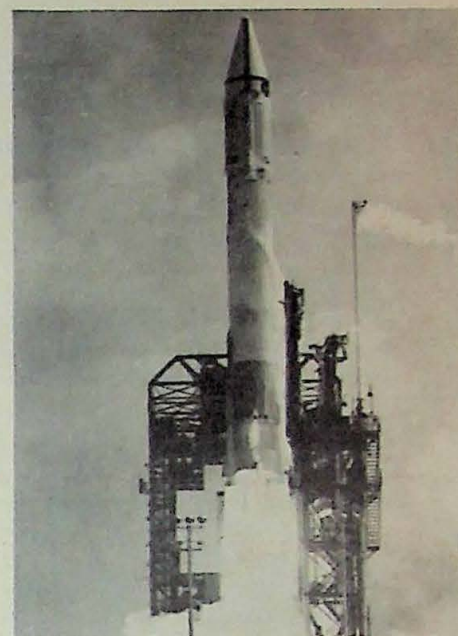
L'état américain a distribué des milliards de dollars aux grands trusts pour financer leurs recherches. Aujourd'hui, le budget distribue l'équivalent de 80 milliards de francs lourds pour la recherche et ses applications : presque autant que tout le budget de l'état français !

70% de ces sommes ont été données aux entreprises privées. Avec cela elles ont payé des laboratoires gigantesques. Les découvertes ont d'abord servi pour les armes et les satellites ; mais, cela a fait faire des progrès rapides à tous les instruments du développement industriel moderne. Pour les besoins de la conquête de l'espace, les spécialistes ont mis au point des calculateurs qui aujourd'hui, révolutionnent la gestion de toutes les industries. Un nouveau métal réalisé pour une arme nouvelle est utilisé deux ans après sa découverte dans l'industrie des machines, du forage pétrolier ou de la chimie.

On voit comment l'état américain joue un rôle décisif dans l'évolution du capitalisme américain. En apparence, la firme privée reste la base de la vie économique. En réalité, l'état influence toute l'évolution grâce à ses dépenses. Les services du président planifient de beaucoup plus près la recherche et ses applications que ne le fait la planification française.

Y a-t-il une solution avec l'U.R.S.S. ?

Pour échapper à la domination technique donc politique des U.S.A., il est grand temps de réagir. D'abord il faut refuser énergiquement la politique de gribouille, proposée par M. Fanfani. Demander aux américains de nous aider à nous rendre indépendants d'eux, c'est se jeter dans la gueule du loup. Pourquoi les américains aideraient-ils gratuitement ? A Genève, dans le cadre du Kennedy Round, ils veulent obliger les européens à abaisser les barricades



Un formidable bond en avant. A.F.P.

douanières et à établir une grande zone atlantique où les échanges seraient libres. Chacun sait que le libéralisme sert toujours les intérêts du plus fort. Si l'Europe abaisse ses droits de douanes, les firmes américaines, en avance, inonderont nos pays des produits les plus modernes et cela tuera définitivement les industries de haute technique en Europe. L'atlantisme mettra l'industrie française dans le fourgon de l'économie américaine.

Pour se défendre il ne faut pas rester seul. Seule, l'industrie française ne peut rien. Quand les américains dépensent 17 francs pour le développement, la France peut en dépenser 1. Nous ne résisterons au capitalisme nord-américain qu'avec la coopération d'autres pays.

Cette aide, le général de Gaulle est allé la chercher en U.R.S.S.

A Moscou les Français se sont aperçus d'une chose dont ils se doutaient déjà : l'U.R.S.S. a quelques réalisations techniques prodigieuses, mais pour la plupart des industries elle est très en retard : aujourd'hui l'U.R.S.S. sait qu'elle ne rattrapera pas les U.S.A. Elle est prête à demander l'aide technique des américains pour avancer plus vite. La guerre du Viet-nam l'en empêche encore. Après la guerre, elle négociera cette aide. Dès maintenant il y a des formes indirectes de coopération. Si c'est Fiat qui construit la 1^{re} usine "occidentale" d'automobiles en U.R.S.S. ce sont des banques américaines qui prêtent l'argent pour l'achat des machines les plus modernes.

La solution à Bruxelles ?

En vérité ce n'est que par une étroite entente entre européens que la domination technique et politique des U.S.A. peut être évitée. Une entente qui comprendrait la Grande-Bretagne.

Mais pour que nos voisins acceptent d'étudier cette solution il faut que leur méfiance envers la France soit dissipée. Pour cela il faut une Europe politique où chacun se sente à égalité. Il faut aussi que les trusts allemands ou anglais cessent d'imposer l'alliance avec les trusts américains. La gauche ne peut esquiver ces questions.

Conseil National du P.S.U. Samedi 10 et dimanche 11 décembre 1966

Palais des Sports de Levallois-Perret, 10, rue Gabriel-Péri - Levallois.
(Métro : Louise-Michel sur la ligne Porte des Lilas-Pont de Levallois.)

Echange des titres de délégation contre les cartes de délégués à partir de 9 heures le samedi matin 10. Ouverture de la séance à 10 heures, sous la présidence du secrétaire de la Fédération de Seine-Banlieue. Présentation du rapport du Bureau National du parti.

Nous rappelons que les mandats seront calculés sur la base des cartes 1966 et de 11 timbres. En fonction de l'article 12 des statuts nationaux, chaque Fédération a droit à un délégué jusqu'à 300 membres, 2 au-dessus de 300 membres. Les membres du C.P.N. des commissions nationales statutaires assisteront au conseil national avec voix consultative. Les candidats du P.S.U. aux prochaines élections législatives et leurs suppléants sont invités à participer au conseil national avec voix consultative.

Nouvelles candidatures du P.S.U.

PARIS

Le Conseil Fédéral de Paris soumet à la ratification du conseil national, outre les candidatures déjà annoncées, celles de :

David WEIL (Conseiller municipal de Paris, Conseiller général de la Seine, dans la 2^e circonscription (2^e et 3^e arrondissements), suppléant Anniek TABURET, professeur.

Roger NOULE (chef de service à l'A.F.P., membre du Comité Politique National, dans la 8^e circonscription (10^e arrondissement), suppléant Richard COHEN, avocat.

Robert CHAPUIS (professeur, membre de la Commission Exécutive Fédérale, dans la 14^e circonscription, Montparnasse), suppléant Gérard CARLES, militant syndicaliste, membre de la Commission Exécutive Fédérale.

Pierre NARDIN (membre du Bureau Fédéral, dans la 24^e circonscription (17^e arrondissement, Epinettes).

COTES DU NORD

Le Conseil Fédéral, tout en continuant "à souhaiter un accord commun entre la fédération de la gauche, le parti Communiste et le P.S.U., sur un programme commun et une candidature unique dès le premier tour", annonce la mise en place de son propre dispositif électoral.

1^{re} circonscription : Saint-Brieuc - Yves LE FOLL, Conseiller Général Maire de Saint-Brieuc.

3^e circonscription : Loudéac - Adolphe PERRAULT, Conseiller Municipal de Loudéac.

5^e circonscription : Lannion - Pierre JAGORET, Conseiller Général, Conseiller Municipal de Lannion.

Le P.S.U. envisagera une candidature dans les deux autres circonscriptions des Côtes-du-Nord, au cas où aucun autre candidat ne serait susceptible de rassembler toutes les voix de gauche.

ARDENNES

Le congrès de la fédération ardennaise du P.S.U., réuni le 27 novembre a chargé le secrétaire fédéral de provoquer le plus rapidement possible une réunion commune des trois formations de gauche du département, en vue d'un accord sur un programme minimum et sur les désistements au second tour.

Dans la 3^e circonscription (Sedan, Vouziers), le congrès présente la candidature de Guy DESSON, membre du Bureau National, ancien député.

Dans la 2^e circonscription (Charleville, Rocroi), en cas d'accord sur le programme et les désistements entre les trois for-

mations de gauche, le P.S.U. envisage de ne pas présenter de candidat. Si un tel accord ne s'avérait pas possible, le P.S.U. présenterait la candidature d'André-Pierre VIENOT, Maire de Rocroi, ancien député.

Dans la 1^{re} circonscription (Mézières, Rethel), le P.S.U. ne présentera pas de candidat et au premier tour laissera à ses militants la liberté de vote entre les candidats des partis de gauche.

NORD

Le Conseil Fédéral a désigné les candidats du P.S.U.

1^{re} circonscription (Lille centre-ouest). Armand LEBLEU, inspecteur de l'enseignement technique, secrétaire de la section P.S.U. de Lille. Notre camarade Lebleu, déjà candidat en 1962 avait recueilli au 1^{er} tour 2.854 voix sur 34.277 exprimées.

2^e circonscription (Lille, sud et sud-ouest). Jean-Marie FAIVRE, membre du Comité Politique National, secrétaire fédéral, professeur.

Le Conseil Fédéral a retenu le principe d'une candidature P.S.U. dans la 22^e circonscription (Maubeuge).

DOUBS

2^e circonscription (Montbéliard). Georges MINAZZI, secrétaire fédéral, dessinateur, militant syndicaliste. Suppléant Michel CHARBONNIER, militant syndicaliste.

EURE

Nous avons déjà annoncé qu'Harris PUISAIS, membre du Secrétariat National et directeur de *Tribune Socialiste* serait le candidat du P.S.U. à Evreux (1^{re} circonscription).

La fédération de l'Eure vient de désigner ses candidats dans deux autres circonscriptions :

Louviers (3^e circonscription). Jean BINOT, ancien député, déjà candidat du P.S.U. en 1962. Suppléant Henri BONNEL, Maire de Neubourg.

Les Andelys (4^e circonscription). Jean-Marie SIMON, professeur, secrétaire de la section de Gisors. Suppléant Jean-Claude CORBIN.

La fédération désignera incessamment son candidat dans la 2^e circonscription, celle de Bernay.

FINISTÈRE

Roger PRAT, Conseiller Général, remplacera notre camarade TANGUY PRIGENT, député sortant, comme candidat du P.S.U. dans la 4^e circonscription, celle de Morlaix. Jean-François MUZEL-LEC, inspecteur des P.T.T. sera son suppléant.

Conférence-débat

organisée par la section P.S.U. d'Ermont-Eaubonne
Lundi 19 décembre 1966
21 heures
Mairie d'Eaubonne - salle de l'Orangerie
LES PROBLEMES DU LOGEMENT
avec Gilbert MATHIEU
du journal "Le Monde"

M.C.A.A.

Le mouvement contre l'armement atomique organise le dimanche 11 décembre au musée de l'Homme, place du Trocadéro, à 21 heures, une séance de cinéma sur le thème :

La bombe et la guerre du Viet-nam.

Quatre films seront présentés à cette occasion :

L'invasion des sauterelles (découpages de bandes d'actualité sur la guerre) ; *Vivre sous les bombes*, de Roger Pic et Wilfred Burchett (la vie au Vietcong) ; *L'enlèvement, l'impasse*, de Roger Pic et Wilfred Burchett ; *Les pêcheurs japonais* (film japonais sur l'accident survenu à des pêcheurs japonais lors de l'explosion de Bikini).

Cette séance sera introduite par Claude Bourdet et elle sera réalisée avec la participation du comité P.A.C.S. des Américains de Paris opposés à la guerre au Viet-nam.

Rencontre socialiste de Périgueux

Une journée d'étude consacrée à l'économie de la Dordogne s'est tenue à Périgueux le dimanche 27 novembre. Cette rencontre préparatoire au colloque régional de Brive a rassemblé des militants appartenant aux différentes organisations syndicales ouvrières (C.G.T., F.O., C.F.D.T.), enseignants (F.E.N., S.G.E.N.) et paysannes (F.D.S.E.A., C.N.J.A.) ainsi qu'à divers mouvements sociaux et culturels.

Deux rapports ont été discutés :

— l'un portant sur la sous-industrialisation du département, présenté par notre camarade Michel Armand, de Bergerac ;

— l'autre sur l'agriculture, présenté par Maurice Voiry, chef expert à la SEITA.

Michel Massonau, envoyé par le comité d'organisation de la rencontre socialiste de Grenoble, est intervenu pour situer le débat dans son contexte national.

Il devait rappeler notamment que les solutions techniques sont conditionnées d'abord par les choix politiques, et que le développement économique régional est lié nécessairement à l'instauration d'une vie démocratique dans le cadre de la région.

Au stand librairie du Conseil National des 10 et 11 décembre

Vous trouverez le matériel nécessaire pour la campagne du parti et vous pourrez ainsi gagner du temps et éviter des frais d'envoi :

- Affiche de sensibilisation P.S.U. 20 centimes pièce ;
- Affiche Viet-nam 20 centimes pièce ;
- Plaquette à feuilles mobiles *Votre Parti d'avant-garde, le P.S.U.* 2 francs pièce ;

- Pour un programme commun de la Gauche, observations du P.S.U. sur le programme de la F.G.D.S. 2 francs pièce ;
- Le *Programme santé du P.S.U.* 2 francs pièce.

Vous trouverez également les fiches de formation du parti, les numéros de *Tribune Socialiste* et de *Tribune Etudiante* et un important choix de livres sur l'actualité économique, sociale et politique.

Campagne de diffusion de TS

- Commande de tracts : (1 centime l'unité) tracts
- Commande de bandeaux (4 centimes l'unité) bandeaux
- Commande de n° (à 0.55 F l'unité) journaux

Abonnements :

- 1 an : 30 francs.
- 6 mois : 16 francs.
- 3 mois : 8 francs.

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

Nom :

Adresse :

De la part de :

Nom :

Adresse :

Ci-joint règlement :

- Chèque bancaire ;
- C.C.P. (5826-65 Paris).



Sans téléphone

AGIP

Diplomatie

Alliance alibi Alliance nécessaire

Harris Puisais

J'étais à Moscou lorsque le Président du Conseil Kossyguine est parti pour Paris. J'ai eu l'occasion de m'entretenir des raisons de ce voyage avec des journalistes et hommes politiques soviétiques. Tous m'ont expliqué en les paraphrasant, les commentaires de la Radio et de la Télévision de Moscou : « Le voyage de Kossyguine avait été décidé lors du voyage de De Gaulle en U.R.S.S. Il entre dans le cadre des multiples entretiens décidés à cette occasion pour préciser les accords politiques et économiques signés dans leurs grandes lignes mais encore imprécis. C'est à ce titre que les Ministres Peyrefitte et Debré sont déjà venus en U.R.S.S.. En rendant sa visite à De Gaulle, l'U.R.S.S. souhaite montrer son désir d'orienter la collaboration vers la France, pays ami, avec lequel aucun conflit n'existe et qui pour la paix du monde défend les thèses très proches de celles de l'Unioin Soviétique... »

Rien de neuf dans ces déclarations.

C'est dire que la vérité sur le sens exact de ce voyage est ailleurs.

Il est exact que les Soviétiques y apportent un réel plaisir. Plus d'une heure d'émission en direct à la Télé, cela ne s'était jamais vu. Le compte rendu intégral des discours prononcés à Paris (questions et réponses aux journalistes incluses), cela ne s'était jamais vu. Même pour le voyage de Krouchtchev en France, la Pravda n'avait pas utilisé toute sa première page...

Il est exact que les Soviétiques parlent de ce séjour en France avec beaucoup de sympathie, mais cela est normal quand on connaît les sentiments d'amitié du peuple soviétique-pour tout ce qui vient de France.

Les Soviétiques ont, à l'heure actuelle, une peur panique de la me-

nace chinoise. Pour la première fois je les ai entendu craindre une attaque chinoise sur leurs frontières d'Asie. Ils dénoncent sévèrement le « culte de la personnalité » de Mao, l'attitude des gardes rouges « brûleurs de livres », et sont pleins de rancœur contre « ces petits hommes jaunes » qu'ils ont tant aidés et qui aujourd'hui les renient.

Ils ont peur du « péril jaune ». Ils y croient. Ils ont besoin d'être rassurés. Ils cherchent autour d'eux qui seraient leurs alliés en cas de conflit. Et cette recherche inspire leur politique européenne. D'une part avec le Front Commun des Pays Communistes. D'autre part avec le dialogue privilégié avec la France.

Les Soviétiques sont donc Gaullistes. Pour eux, de Gaulle est l'homme d'Etat qui priorise l'alliance avec l'U.R.S.S. à l'unification allemande ; qui, de par sa position sur la guerre du Viet Nam apparaît suffisamment hostile aux Américains pour qu'on se réfère à ses déclarations, qui garde son prestige vis-à-vis des pays du Tiers-Monde.

En résumé, de Gaulle est le meilleur alibi des Soviétiques dans la conjoncture actuelle de la politique internationale.

Avec lui, le dialogue est possible. Avec lui, l'espoir de conversations avec les U.S.A. n'est pas perdu. Avec lui on ne trahit pas le Tiers-Monde en appuyant toute proposition de neutralisation en Asie.

L'intérêt est donc de tout faire pour que ce dialogue continue.

L'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, c'est pour l'U.R.S.S. le bouclier à consolider pour faire face aux futurs périls du Monde.

Pour que les Français soient sensibles à cette séduction soviétique, Kossyguine accepte donc de revoir le problème des échanges commer-

ciaux, de commander quelques bateaux, d'accélérer la signature de contrats d'équipements qui piétinent depuis plusieurs années, d'ouvrir de nouvelles perspectives... ce qui intéresse le patronat français à la recherche de débouchés extérieurs.

C'est pourquoi en visitant les usines, en paraphant, les accords de commerce, en se promenant sur les Champs-Élysées, Kossyguine n'a cessé de penser à la Chine et au Viet Nam.

Etudiants

la crise de l'U.E.C.

Jean-François Pertus

Une fois encore les étudiants communistes sont en crise. Une fois encore "l'Humanité" pourfend les "anti-communistes" qui prétendaient discuter. Une fois encore, l'U.E.C. s'ampute volontairement d'un secteur entier (et peut-être le plus efficace) de son potentiel militant.

Bien sûr, il est toujours déplaisant de voir appliquer certaines méthodes qu'on espérait voir disparaître, mais l'important n'est pas seulement d'attaquer la bureaucratie. La presse bourgeoise et les feuilles trotskystes l'ont déjà fait.

Notre propos n'est pas de déterminer si les thèses de Louis Althusser et de ses disciples sont justes ou erronnées. Il n'y a pas dans tout cela de "bons" et de "mauvais" pas plus qu'il n'y avait de "bons" et de "mauvais" lors de la récente élimination des divers courants de "l'opposition de gauche". Il s'agit de constater un fait : le Parti Communiste continue d'exclure ses intellectuels pour ne conserver qu'un petit groupe de "théoriciens" officiels de plus en plus sclérosés. Les communistes ont oublié que la théorie ne s'enseigne pas seulement "ex-cathedra" mais qu'elle se discute, qu'elle progresse par la libre confrontation d'opinions divergentes et il est très grave qu'à l'heure actuelle le P.C. ne soit capable de répondre à des critiques sans doute erronnées, mais en tout cas sérieuses et cohérentes que par des calomnies, des injures et des exclusions bureaucratiques. Ce que nous déplorons quant à nous, ce n'est certes pas que les intellectuels aient de la ligne politique actuelle du P.C. une approche critique, c'est qu'un certain style de formation et de pratique interdise à l'ensemble des militants une démarche de ce type. Depuis des décennies, le Parti Communiste ignore la confrontation doctrinale et réduit la formation "marxiste" de ses militants à un bréviaire de dogmes qui n'ont d'ailleurs rien à voir avec la pratique opportuniste qui en découle. Si la grande majorité des intellectuels marxistes de quelque qualité ne parvient pas à s'intégrer dans le Parti Communiste, c'est que l'absence totale de cohérence de la théorie et de la pratique de ce parti leur saute aux yeux.

Une chose cependant est vraie parmi les affirmations des défenseurs de "la Ligue" : l'expérience montre qu'aucune "chapelle", qu'aucun groupe d'intellectuels n'est capable de définir une stratégie socialiste

"in-abstracto". Comme le mouvement se prouve en marchant, une stratégie se définit par la confrontation de la théorie et de la pratique. C'est aussi en cela que l'élimination des intellectuels est scandaleuse car en les rejetant dans un ghetto, on les condamne à sombrer dans un type de réflexion parfaitement irréaliste et en particulier dans les différentes formes de gauchisme qui deviennent plus caricaturales à mesure que leurs auteurs s'éloignent davantage du champ réel de la lutte des classes.

L'échec du Parti Communiste à l'Université mérite aussi qu'on s'y arrête parce qu'il montre, outre le caractère erroné de la conception qu'ont ses dirigeants de la place que doivent occuper les intellectuels dans le mouvement ouvrier, le caractère inadéquat de la ligne politique qu'il défend actuellement. Les étudiants, en effet, ne sont pas seulement des intellectuels. Ils sont aussi de nouveaux venus à la vie politique donc des militants qui, sauf exceptions dues à des conditionnements familiaux, sont peu sensibles à une certaine tradition de fidélité au "Parti de la Classe Ouvrière". Ils jugent ce qu'est le P.C. aujourd'hui et non pas ce qu'il a été. Il fut un temps où les mots de "Démocratie" et de "République" étaient chargés d'un contenu révolutionnaire réel. Pour un étudiant qui accède aujourd'hui à la vie politique, ces mots sont l'alibi de tous les régimes conservateurs. Il n'est certes pas facile à un militant qui s'est longtemps battu sur certains mots d'ordre de comprendre qu'ils sont dénaturés et qu'ils sont aujourd'hui périmés. Cette démarche est par contre évidente pour un jeune intellectuel qui se heurte directement à de nouveaux schémas de pression économique, sociale et culturelle de la bourgeoisie.

Cette succession de crises provoquées par ses intellectuels et ses étudiants ne sera peut-être pas inutile si elle fait la preuve qu'à l'heure actuelle le P.C. ne joue plus véritablement son rôle. Il serait scandaleux de s'en réjouir, il serait puéril de ne pas en tirer les conclusions. Puisque le poids des appareils et des mauvaises habitudes est tel qu'il rend toute critique interne au P.C. parfaitement inopérante, les militants de la gauche nouvelle doivent comprendre qu'eux seuls peuvent relancer la discussion à l'intérieur du mouvement ouvrier, qu'eux seuls peuvent impulser une pratique politique socialiste.

Musique

Où va l'industrie du disque ?

Michel Bernstein

Interrogés récemment sur la rubrique musicale nos lecteurs exprimèrent généralement le désir d'être mieux informés sur le disque. Nous inaugurons donc la nouvelle formule de TS avec le souci de multiplier les commentaires de disques et les enquêtes auprès de tous ceux qui contribuent à faire de la musique une réalité vivante.

Aujourd'hui nous donnons la parole à un éditeur français. Michel Bernstein, directeur de la maison "Valois", fait partie de cette petite phalange d'éditeurs passionnés que caractérisent la curiosité artistique, la sûreté de goût et le respect du public. Il a découvert de jeunes artistes comme Bernard Krusén et Robert Riefing. Il a servi de son mieux les chefs-d'œuvre oubliés ou méconnus : Buxtehude, Rameau et Grigny lui doivent d'être présents parmi nous. — Bernard Sizaïre.

Seize ans après l'avènement du microsillon, le disque traverse une crise de croissance d'une particulière acuité. La plus grande peut-être de son existence, dont les causes sont à rechercher dans presque tous les secteurs qui le concernent : fonction, édition, distribution, évolution des goûts du public et, bien entendu, prix.

Objet de divertissement ou objet de culture ?

La question n'est pas résolue. Le disque est une industrie jeune, pratiquement improvisée devant l'engouement du public des années cinquante, victime même de son développement, sans traditions comparables à celles du livre. Il y a dix ans, le chiffre d'affaires réalisé en France par la seule musique classique dépassait nettement les ventes de variétés. Il n'en est plus de même aujourd'hui et chaque année le fléchissement des ventes de musique dite classique va en s'accroissant. L'industrie du « tube » est en plein développement, celle de la culture en régression : les mouvements de ressac doivent leur stabilité apparente à des opérations commerciales factices qui procèdent de la démagogie et non d'une politique à longue portée sciemment dirigée. C'est dire si le disque culturel n'a pas dans la vie moderne la place à laquelle il pouvait prétendre.

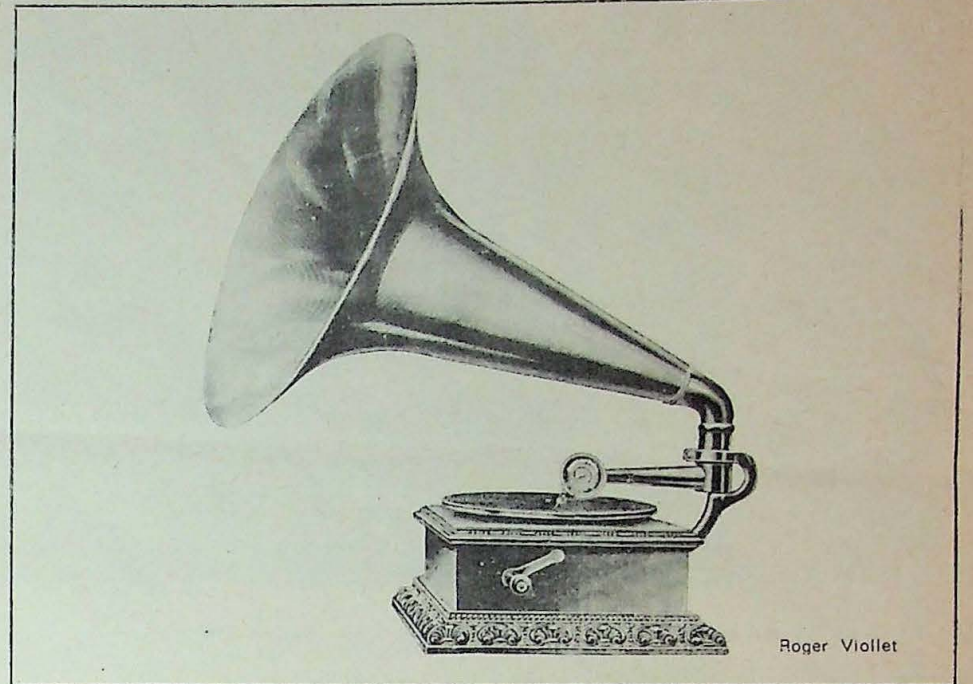
L'éditeur et l'industriel

Les éditeurs portent, en grande partie, la responsabilité de cette dégression. Encore faut-il distinguer entre les firmes à vocation d'éditeur et la grande industrie internationale. Les premières ont fait, ces dernières années, un admirable travail, souvent en profondeur, mettant notamment au service de la seule Musique la totalité de leurs activités. Leur esprit de protection, le choix d'artistes jeu-

nes et talentueux mais souvent inconnus, le sérieux de leurs directeurs artistiques sont autant de garants de la valeur de leurs disques mais aussi de leurs difficultés : insuffisance de moyens publicitaires, fonctionnement souvent archaïque de la distribution, impossibilité de lutter à armes égales avec la démagogie grandissante à laquelle se livrent de plus en plus les trust internationaux.

L'abdication de l'esprit critique

Pour la grande industrie internationale, le disque n'est que l'écoulement d'un trop plein de bénéfices réalisés dans d'autres domaines (radar, électro-ménager, lampes, télévision, etc...). Ceux d'entre les grands qui ne sacrifient pas exclusivement au culte de la variété sous toutes ses formes, réalisent souvent des productions importantes, sans considération de rentabilité. Placé sous le signe de ce que j'appellerai le « vedettisme » — artistes consacrés dites valeurs sûres — ces enregistrements sont lancés selon des méthodes publicitaires de type américain qui leur assurent des carrières extrêmement brillantes mais éphémères, une super production remplaçant rapidement la précédente. La formule, à l'origine séduisante, porte en elle un germe mortel dont nous commençons seulement à sentir les effets : l'abdication de l'esprit critique et partant de l'enthousiasme de l'auditeur, souvent tenté d'acquiescer ses disques d'après des critères extramusicaux : prix de souscription pour une période déterminée, présentation de luxe, interprétation que l'on ne peut pas ne pas avoir. Un contexte psycho-social prend la place du choix et le discophile finit par accepter de n'écouter qu'un seul chanteur, un seul chef d'orchestre, un seul pianiste, toujours le plus grand du monde. Aussi peut-on dire que, pour les autres disques, les chiffres de vente n'ont qu'un lointain rapport



avec les affinités du public : en cette époque où toute vente est question de publicité, le discophile ignore l'existence d'une multitude de disques qui seraient susceptibles de l'intéresser. Et voudrait-il en acquiescer certains, son disquaire, acquis à la facilité commerciale des grands trusts et en proie lui-même à des problèmes qu'il est souvent incapable de résoudre, l'en dissuade facilement au profit de telle ou telle réalisation arrivée la veille et encore toute fraîche. Le détaillant a quelques exceptions près est pris malgré lui dans un engrenage qui lui interdit désormais d'exercer son métier en profondeur.

Les disques sont chers

Ainsi un ensemble de circonstances qui se superposent et font bouler de neige tendent à détourner de son objet l'amateur de musique enregistrée. A cela s'ajoute une raison fondamentale pour les budgets modestes qui devraient, en toute justice, être les plus grands consommateurs de disques culturels : les disques sont beaucoup trop chers. Sans doute existe-t-il des collections dites populaires à tous les prix, mais celles-ci ne s'écartent en rien des sentiers battus et, sur le plan de l'interprétation et de la technique, sont à manier avec précaution. Pour un disque intéressant combien d'interprétations monotones par des artistes fonctionnaires qui vous enlèvent l'envie d'écouter de la musique. Les disques sont chers disais-je. C'est qu'ils sont frappés d'une monstrueuse TVA alors que le livre, autre support culturel, bénéficie du taux réduit. Mais la TVA n'est pas la seule en cause car une réorganisation des circuits de distribution diminuerait sérieusement les frais généraux tout en permettant une meilleure répartition de l'amortissement des frais fixes conséquents à tout enregistrement. Sait-on que certains disques célèbres, lauréats de grands Prix, salués par la critique internationale, atteignent en France des ventes à peine supérieures à quatre cents exemplaires. Comment dans ces conditions dimi-

nuer le prix de vente ? La publicité monumentale qui accompagne certaines productions se trouve d'autre part répercutée sur le prix de vente de l'ensemble des disques. Comme on le voit la question est complexe et l'ensemble des éditeurs seul, à défaut de modification d'ordre politique, peut parvenir à une réévaluation totale des modes de production et de commercialisation.

La gravure universelle

Il est un domaine cependant où dès maintenant la sagesse a obtenu gain de cause : celui de la gravure universelle, appelée aussi quelquefois stéréo compatible. Désormais, ce mode de gravure, qui permet à un disque stéréophonique d'être lu correctement sur un équipement monophonique moderne, s'impose presque spontanément partout et remplace ainsi l'aberrante double version qui fut la règle sept ans durant. Aberrante, car véritable source de confusion, voire de gabegie. Techniquement, la version universelle donne une excellente stéréo, qui restitue dans de meilleures conditions l'exécution originale. La mort du disque mono au bénéfice de la stéréophonie pour la musique sérieuse est un phénomène inéluctable tout comme le fut celle du disque 78 tours à l'apparition du microsillon.

Il existe en France un immense public qui demande avec ferveur d'être mieux informé et de pouvoir se constituer des discothèques de qualité dans des conditions abordables, de même qu'il serait possible de développer l'amour de la musique chez un nombre considérable d'individus qui l'ignorent. Quand notre profession aura compris que c'est par une réforme structurelle à la base, que l'on peut attendre un vaste développement culturel de ce merveilleux support qu'est le disque, un grand pas aura été franchi et tous les espoirs seront permis. Et croyez-moi, ce jour sera, par la force des choses, plus proche qu'on ne l'imagine.

(Propos recueillis par Bernard Sizaïre.)

Variétés

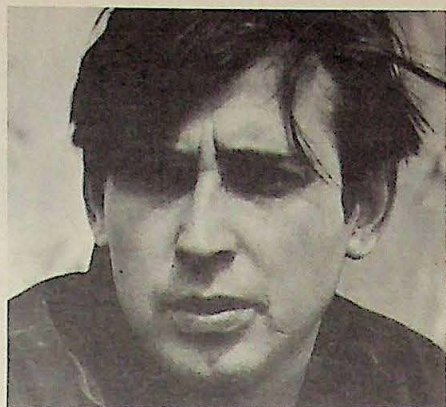
Censura no !
Ramon si !

Gilbert Sans

C'est à ces cris que s'est achevé — dans le courant de cette année — un récital que donnait Raimon à Sabadell (faubourg industriel de Barcelone). On lui avait interdit de chanter six chansons.

Au cours du récital, il chante « La Nit » (la nuit) — non interdite. Il l'interprète une seconde fois, il attaque une troisième fois : le public se déchaîne. Alors, Raimon sort un petit papier de sa poche et lit les titres des 6 poèmes interdits, et c'est la salle qui, en chœur, entonne pleine de colère « Diguem no ».

Toute l'année, Raimon est aux



prises avec la censure. Mais déjà — et surtout en Catalogne — le succès est immense. La jeunesse catalane soutient ses chansons, elle les siffle dans la rue, au travail, à la Faculté. D'autres, par dizaines, ont fait comme lui et se sont achetés une guitare.

Messieurs, il est trop tard ! Vous ne pouvez plus faire taire Raimon !

**

Raimon donnera à Bobino 5 récitals les 9, 10, 11 décembre à 21 heures, les 10, 11 décembre à 15 heures, avec en première partie Graeme Allwright, les Ballets Up Show, Jean Sommer, etc...

Théâtre

Labiche hors les murs

Nicole Chaumière

Caroche, double croche, deux pas à gauche, deux pas à droite, un rythme quasi farandolesque, des rires, des ruses, et l'on chante, et l'on boit et pourquoi pas ? puisque l'argent mène la danse. Labiche à Saint-Denis ? C'est le champagne de la bonne humeur, un tonique sans véritable prétention. Les propos de Labiche-bourgeois-au-grand-cœur s'attaquant à la société d'argent dont il est, s'affadit en prenant de l'âge, mais il reste un comique alerte servi par le « décor-écran » de Camillo Osorovitz qui dépoussière les souvenirs ternes des précédentes mises en scène de la pièce.

Un décor, en fait, où s'étirent d'énormes giclées de pâte dentifrice dorée, avec une dominante verte pour la première partie, rouge pour la deuxième, style très capiteux digne de la pulpeuse cocotte qui s'y dandine, avec pour toile de fond des médaillons ubuesques dont les caricatures misérabilistes contrastent avec le raffinement de l'ensemble. Suffisant pour vivifier Labiche ! On ne croit guère, bien sûr, aux marionnettes qu'il anime mais l'interprétation que leur insuffle la troupe bénéficie d'un pétillant remarquable. La ravissante cocotte partie à l'as-

saut de cette forteresse de 30 millions qu'est le gousset de Sir Gladiator, avec toutes les armes de la convoitise dissimulée, du charme-caméléon, pouvait-elle trouver plus exquises nuances qu'en Brigitte Aubert ? Pierre Pernet, Raymond Busières, Jacques Sereys, tous habilement dirigés par José Valverde, ne veulent que divertir et rien d'autre.

Attention ! Le Théâtre de la Région Parisienne, itinérant, ne présente son spectacle à Saint-Denis que jusqu'au 31 décembre.

**

Les trente millions de Gladiator, d'Eugène Labiche, Théâtre de la Région Parisienne, au T.P.C. de Saint-Denis, 20 h 45.

61, boulevard Jules-Guesde. Tél. : 243-00-59.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Fahrenheit 451

Revue

La décolonisation
de l'administration

Claude Glayman

En un moment où la réflexion sur la vie régionale tend à s'approfondir, il est indiqué de s'interroger sur l'évolution de l'une des composantes du contexte régionaux bouleversements sont indispensables pour qu'une animation effective des régions prenne corps, l'administration en tant qu'encadrement et instrument est incluse dans le champ de ces transformations. Au préalable s'impose une évaluation des tendances évolutives de l'administration.

Ce à quoi se livre l'avant-dernier numéro de l'excellente revue "Sociologie du Travail" à travers quatre articles d'inégale valeur mais d'intérêt toujours soutenu.

Pour Michel Crozier qui pose le problème général de la "crise et du renouveau de l'administration française", ce sont les "tensions insurmontables" qui contraignent à reconsidérer l'institution. En somme l'administration française subit plus le changement que les individus ne le provoquent. L'antagonisme principal réside dans le fait que pour suppléer aux carences et aux anomalies du système, on est conduit à surenchérir sur une centralisation, mère de bien des vices. Hormis cette inclination paresseuse pour la centralisation, l'on ne parvient guère à esquiver la faible rentabilité de l'administration qui supposerait pour devenir plus efficace que soit accrue dans des proportions inédites la capacité de communication et de participation.

Certes une société peut toujours s'offrir le luxe d'une organisation anachronique, ce sera au détriment de son progrès. Bloqué, le système a suscité la méfiance des élites — les rares cas de novation ayant eu, il faut en convenir, une vertu contagieuse ; c'est ainsi que sont apparues de nouvelles formes de rapports dans les secteurs marginaux tels le Plan — est-ce suffisant !

J.-P. Worms démontre de son côté, la complicité qui lie le "Préfet à ses notables". On ne saurait mieux dire et la dénonciation est d'une opportunité appréciée en cet épisode de critique déclarée des structures politiques traditionnelles. Pourtant le propos paraît trop évident, n'est-il pas à l'occasion dépassé par des tentatives avant-gardistes de gestion locale dont l'ambition avouée n'est autre que l'efficacité et la démocratie.

Plus percutante sera la contribution de Pierre Grémion qui s'attache à montrer l'échec présent de la réforme des institutions régionales de mars 1964, échec au demeurant salutaire car il remet en cause un type de principe d'autorité, autrement dit une conception politique. Contradictions qui éclatent entre le principe du Préfet de région et celui vénérable du Préfet départemental, qui paralysent l'activité voulue pourtant originale des missions régionales ; contradictions qui aboutissent à la constatation que la prise en charge des régions ressemble à s'y méprendre à ce qui était et demeure pratiqué à l'égard des départements, ce que l'on se proposait précisément de changer.

Au terme de ce bref compte rendu, on remarquera que si la V^e République a amplifié la responsabilité administrative au détriment de la méditation politique, en retour l'action du secteur public a revêtu un tel relief que ses vices de forme se font plus redhibitoires, d'autant que l'écran politique n'est plus là comme autrefois pour les dissimuler... Mais peut-être serait-il souhaitable que vous lisiez par vous-même ce que je rapporte avec plus ou moins de fidélité.

"Sociologie du Travail", numéro 3, juillet-septembre 1966 : "L'administration face aux problèmes du changement". 109 pages, 8,50 francs.

Nouvelles de l'édition

On annonce le lancement de deux nouvelles collections qui, à des titres divers, seront susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

• La collection "Table Ronde - Combat" dirigée par le rédacteur en chef du journal "Combat" P. Tesson : deux ouvrages déjà parus dans la rubrique pamphlets.

— A. Fonvielle-Alguier : "Réapprendre l'irrespect".

— A. Brincourt : "André Malraux ou le temps du silence".

• Une nouvelle collection de poche aux Editions du Seuil "Politique", parus :

— G. Burdeau : "La démocratie".


— R. Dumont : "L'Afrique Noire est mal partie".

— E. Mounier : "Communisme, anarchie et personnalisme".

— Lénine : "Que faire ?".

— G. Moulin : "Machiavel".

— R. Guillaud : "Dans trente ans, la Chine".

 Tiers Monde

Les termes de l'échange

Pierre Mendès France

Le revue "Démocratie Nouvelle" publiera dans un prochain numéro une table ronde consacrée aux rapports de la France et du Tiers Monde. Plusieurs spécialistes appartenant aux différentes organisations de la gauche ont participé à ce débat dont notre camarade Pierre Mendès France. Nous avons le plaisir de publier en exclusivité les principaux passages de cette importante intervention.

Jusqu'à maintenant, on a abordé ce problème d'une manière empirique, anarchique, disons sur le plan de la charité. Il y a des gens malheureux, ils crèvent de faim, ils n'arrivent pas à se développer eux-mêmes, il faut les aider ; on leur a fait des dons, des prêts, des conditions dites avantageuses : c'est exactement comme si, au 19^e siècle quand le besoin de transformation sociale a fait son apparition dans les pays industrialisés, on avait dit : c'est vrai, la classe ouvrière ou la paysannerie pauvre sont dans une situation malheureuse, on va augmenter les dotations des associations de bienfaisance, on va leur faire un peu plus la charité. Nous nous rendons bien compte que cela n'aurait aucunement permis de faire face, même aux aspects les plus aigus des tensions à la fois politiques, sociales, économiques qui se produisaient alors.

Les seules décisions qui amélioreraient les déséquilibres sont celles qui organiseraient un prélèvement planifié sur les ressources des pays riches pour l'affecter à des utilisations productives susceptibles de développer effectivement et en profondeur le progrès dans les pays actuellement arriérés.

Je voudrais énumérer, dans cet esprit, un certain nombre de moyens d'intervention sur les structures qui pourraient être retenus, sans prétendre épuiser la liste de ces moyens et des possibilités : ...

Il est évident qu'il faut permettre aux pays dits en voie de développement de tirer un meilleur parti de leurs ressources propres et de leurs productions...

Les conditions dans lesquelles sont organisés les marchés mondiaux sont telles que les producteurs sont littéralement exploités. On a souvent réclamé la stabilisation et la revalorisation des prix de vente des produits ; on s'est toujours heurté à des difficultés résultant surtout de l'absence de moyens de financement suffisants. C'est l'obstacle principal. Le problème du financement ne se poserait plus, ou tout au moins se poserait dans des conditions tout à fait différentes, si les stocks régulateurs des cours des matières premières et des produits de base étaient constitués en réserves monétaires, contreparties des créations de liquidités internationales.

Il y a actuellement des discussions

monétaires entre les pays financièrement les plus puissants. Eh bien ! il y a un fait révoltant : quels que soient par ailleurs leurs dissentiments, les diverses propositions mises en avant par les nations riches vont avoir finalement pour conséquence d'augmenter encore leurs moyens en même temps que le handicap des pays pauvres...

Ils refusent tout lien organique entre la création de liquidités et l'octroi de garanties aux plus nécessiteux, c'est-à-dire que l'augmentation des moyens mis à la disposition des pays riches ne profiterait aux autres que selon leur bon vouloir, selon le même genre de procédure que par le passé, avec leurs insuffisances et toutes leurs implications politiques, militaires ou autres.

J'aimerais qu'au cours de notre discussion nous puissions revenir sur ce point et sur l'intérêt qu'il y aurait pour les pays sous-développés à soutenir des formules de réformes monétaires qui élargissent leurs moyens, les protègent mieux et les réintroduisent dans le courant des échanges internationaux...

On devrait, à mon avis, décider que les institutions internationales seront chargées d'établir des sortes de modèles, des sortes de schémas types qui seraient mis à la disposition des gouvernements utilisateurs, avec éventuellement des techniciens spécialisés...

Il est souhaitable d'éviter que les Etats qui fournissent l'aide soient appelés à jouer ce rôle...

Il faut insister sur l'exportation, par les pays pauvres — en dehors des produits simples et primaires déjà visés tout à l'heure — de marchandises semi-ouvrées ou ouvrées. Si on veut que ces pays s'industrialisent, il faut leur permettre d'exporter des marchandises transformées ou relativement transformées ; ceci nécessite évidemment la signature d'accords internationaux d'un type nouveau et qui excluent les clauses classiques du type de la clause de la nation la plus favorisée, etc... Il y a là une perspective nouvelle à envisager.

Il est souhaitable que nous nous acheminions vers une distribution nouvelle de la production industrielle à travers le monde. Certaines industries de transformation simple, (textiles, cuir, bois, conserveries, etc...) peuvent se développer dans

les pays qui, d'ores et déjà, sont en état de franchir un premier stade d'industrialisation.

Ceci implique que les pays les plus industrialisés, s'agissant des marchandises correspondantes, fassent des concessions, ne prétendent plus au monopole de leurs productions ; cela tandis que, par ailleurs, dans ces pays industrialisés, un effort serait fait vers les secteurs de pointe, les activités plus raffinées qui nécessitent des investissements coûteux et une main-d'œuvre qualifiée...

Nous venons d'entendre soutenir que l'évolution néfaste des termes de l'échange est inévitable, que la notion même d'aide est vicieuse, que la théorie dite de l'incapacité d'absorption reste valable. Après avoir entendu tout cela, on finit par avoir l'impression que, décidément, il ne reste pas grand chose à faire.

Je reste persuadé qu'un effort fructueux est possible. D'une part pour faire disparaître des phénomènes malsains, et l'évolution des termes auquel on peut sans doute porter remède de l'échange, par exemple, en est un médium ; d'autre part pour opérer une certaine redistribution à l'échelle du monde, ce qui implique l'idée d'un transfert, c'est-à-dire d'une aide.

Termes de l'échanges ? Aucun de nous n'est choqué, ni sceptique *a priori* lorsqu'à l'intérieur de nos pays on veut améliorer les termes de l'échange d'une fraction de la population. Pourquoi les mêmes idées, les mêmes mécanismes ne seraient-ils pas institués sur le plan international pour obtenir les mêmes résultats au profit de catégories de peuples et de producteurs après tout comparables ?

Il n'est pas question de dire que l'amélioration des termes de l'échange réglerait tous les problèmes. Mais elle atténuerait des inégalités choquantes, des structures qui sont des obstacles au progrès, des procédures d'exploitation d'une fraction du monde par une autre...

Le dollar est une monnaie nationale gérée par des autorités nationales, en fonction de leurs objectifs nationaux, domestiques, internes ; on ne peut pas le leur reprocher ; chaque pays gère sa monnaie comme il croit devoir le faire en fonction de ses intérêts. Mais à partir du moment où une monnaie est administrée pour servir des objectifs strictement internes, elle ne fournit pas un étalon internationalement indiscutable. Il n'est pas normal que tout le système des règlements internationaux repose sur une devise ainsi gérée.

Nous sommes donc dans une impasse et il est urgent de mettre fin à une situation qui risque à un mo-

ment donné de se terminer par des conséquences désastreuses pour tout le monde. Il faut trouver d'autres bases.

Je ne propose pas d'adopter le système de la monnaie marchandise qui a été mis en avant par des théoriciens éminents. Il faudrait admettre pour cela qu'à côté des encaisses classiques, on établirait des réserves monétaires constituées par des stocks de matières premières.

Je vous signale que les trois économistes éminents qui ont étudié cette affaire récemment pour le compte des Nations-Unies et de l'organisation Prebisch, à savoir Nicholas Kaldor, Jan Tinbergen et Albert Hart, ont proposé des critères objectifs qui conduisent à sélectionner 25 ou 30 matières premières ou produits de base (je dis toujours matières premières et produits de base, car cela inclut certains produits semi-ouvrés, comme l'acier ou la fonte). Ces 25 ou 30 produits fondamentaux correspondent à l'essentiel des ressources des pays sous-développés...

Les conditions actuellement imposées aux producteurs dans un certain nombre de cas et qui conduisent à leur exploitation ne pourraient plus se reproduire dès lors qu'existerait un marché de référence qui serait assaini...

Tout cela deviendrait très différent, aussi bien les contrats bilatéraux internationaux que les prix du marché, le jour où celui-ci serait régularisé, sous le contrôle d'une institution internationale, au lieu d'être abandonné aux hasards des spéculations ou des intérêts des uns ou des autres.

La stabilisation recherchée, la régularisation des termes de l'échange se référerait à un indice pondéré dans le calcul duquel les 25 ou 30 matières premières et produits de base retenus entreraient à proportion des échanges auxquels chacun d'eux donne lieu dans les courants internationaux.

Ce qui sera entrepris pour assurer des relations moins inégales, moins injustes entre les pays défavorisés et les pays industrialisés ne produira en tout cas des effets sensibles, qu'avec un certain temps, et il est vrai que les effets seront loin d'être décisifs pendant une période intérimaire.

C'est pourquoi je continue à croire qu'il faut en tous cas, rester fidèle à l'idée de transfert direct, c'est-à-dire d'aide...

Personnellement je ne crois pas que les aides extérieures doivent être purement et simplement condamnées. Par contre, il est utile d'étudier les précautions et garanties nécessaires pour réduire les graves inconvénients constatés parfois...